

PARIS DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 43 fr. 50. -- Six mois, 26 fr. -- Un an, 50 francs. -- Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 45 francs. -- La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. Le prix des abonnements est payable d'avance. -- Tout abonnement continué jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17 | A TOURCOING, RUE DES POULTRAINS, 42

Directeur : ALFRED REBOUX

AGENCE SPÉCIALE A PARIS : Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. -- A Lille, rue du Curé-Saint-Etienne 9 bis. -- A Paris, chez MM. HAVAS, LAPITTE et C^o, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34, à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 2 NOVEMBRE 1887

LES TROUPES ALPINES

Si un conflit surgissait entre notre pays et l'Allemagne, il est hors de doute aujourd'hui que l'armée italienne se masserait sur la frontière des Alpes (à supposer qu'elle n'essayât pas de la forcer). Les Italiens pourraient donc, en cas de guerre, immobiliser un fort contingent de troupes françaises. C'est une situation qui réclame toute l'attention des chefs de notre armée.

Parmi les projets de loi que le général Ferron a déposés sur le bureau de la Chambre à la rentrée, il y en a justement un qui a pour but d'assurer la sécurité de notre frontière des Alpes. Il faut espérer que la Chambre l'examinera le plus tôt possible et l'adoptera. Il s'agit là d'une question de défense nationale, sur laquelle tous les partis peuvent se mettre d'accord.

Le ministre de la guerre propose de créer douze bataillons de chasseurs alpins, chacun de six compagnies. Chaque bataillon, étant de six compagnies, pourrait comprendre, en temps de guerre, un effectif de 1,500 hommes, ce qui donnerait, pour le corps tout entier, 18,000 hommes.

A chaque bataillon serait attaché une batterie de six pièces d'artillerie de montagne. Ces troupes seraient destinées, en cas de guerre, à occuper, dès le deuxième jour de la mobilisation, les passages des Alpes.

Douze bataillons de chasseurs de montagne, cantonnés dans les Alpes, dressés aux marches, aux ascensions, connaissant bien les chemins, les sentiers, les cols et tous les passages de cette chaîne de montagnes, auront une valeur toute spéciale et seront en état de devancer les troupes italiennes aux points stratégiques qu'il importerait d'occuper tout d'abord et de tenir solidement.

Tous les officiers, croyons-nous, apprécient l'avantage que nous assurerait, dès le début d'une guerre, en cas d'une diversion italienne sur les Alpes, l'organisation d'un corps spécial de troupes alpines disposant de 72 pièces de canon portées à dos de mulet.

Avec ces corps d'élite, servant de têtes de colonnes et derrière lesquels se masseraient les régiments territoriaux du Midi, on pourra arrêter et rejeter dans les vallées du Piémont tout ce que l'état-major italien accumulerait de troupes contre notre frontière du sud-est.

L'armée italienne est nombreuse et bien organisée. Notre *sœur latine* pourrait mettre en ligne contre nous, en cas de guerre, douze corps d'armée de vingt-cinq mille hommes chacun. Mais les Alpes sont une excellente frontière naturelle; et, dans ces défilés de montagnes, quelque bataillon suffirait pour tenir tête à tout un corps d'armée.

La Chambre ferait un acte de patriotisme dont la France lui saurait gré en votant, avant la fin de la session, le projet du général Ferron, relatif à l'organisation des troupes alpines.

joindre cette fois quelques symptômes de rhumatismes lombaires fort douloureux, surtout pour un malade de l'âge de l'Empereur. Les trois derniers nuits ont été mauvaises, mais sans supporter jusqu'à présent, les médecins espèrent donner un peu de sommeil au patient.

Les origines de l'accès sont de nouveau à chercher dans l'imprudence du souverain. Il a absolument refusé, malgré les avis de son médecin, de mettre un paléot pendant la nuit à laquelle il a assisté chez le comte Stolberg. Et comme il n'y avait que sept degrés, l'Empereur a pris froid et la maladie est revenue.

Dans le public on croit l'Empereur plus malade qu'il n'est, on est très inquiet et on le sera encore davantage quand on saura que le souverain ne sera certainement obligé de garder la chambre pendant une quinzaine de jours, ce qui pourrait peut-être changer les plans de voyage de l'empereur de Russie.

Mais pour un moment, l'état n'est pas plus grave qu'il ne l'est à chaque accès, ce qui ne veut dire qu'une aggravation est impossible. Je puis vous dire, comme symptôme, que l'Empereur a reçu ce matin le major de Rube, qui part ce soir pour Bayerno. Et le major de Rube n'appartient pas à l'entourage direct du souverain.

Un épilogue curieux de l'affaire de Vexinacourt s'est passé il y a trois jours à la frontière. Le gouvernement allemand, ainsi que M. de Münster l'avait annoncé à M. Florens, s'est chargé de cette tâche qui se rendra sur le territoire français. L'ambassade d'Allemagne demande à M. Florens s'il voyait un inconvénient quelconque à l'entrée des autorités allemandes sur notre territoire. Le ministre des affaires étrangères a répondu qu'il n'y avait rien de désirable que le préfet des Vosges fit avertir du jour et de l'heure de la descente des magistrats allemands.

Le 28 octobre, le préfet des Vosges recut la dépêche suivante : « Juge instruction tribunal militaire allemand en vertu de son autorisation du gouvernement français, intention de faire descendre sur les Deux Hauts, Rün, près des bornes 2.124 à 2.130 samedi 29 octobre, à deux heures. Prière répondre s'il y a objection. »

« En réponse à votre télégramme, j'ai l'honneur de vous aviser que je n'ai aucune objection à faire à la descente que vous me demandez, en vertu de l'autorisation du gouvernement français. »

« Samedi, à 2 heures, le secrétaire de la préfecture, en grand uniforme, accompagné du lieutenant de douanes, de deux gendarmes et de deux douaniers était à la borne 2.124. A deux heures est arrivée la commission allemande, composée du procureur général de Colmar, du major de cavalerie, d'un capitaine et d'un lieutenant d'artillerie. »

Sur l'invitation du secrétaire général, la commission allemande pénétra sur le territoire français. Un quart d'heure plus tard, les magistrats topographes du terrain ont été avertis et ont coûté la vie au malheureux Brignon et ont relevés et les commissaires allemands entraient en Alsace-Lorraine.

Et, puisque nous avons encore à parler de cette affaire, disons que le soldat Kufmann est toujours en liberté, et que M. de Wangen, à peu près rétabli, a pu quitter Luvigny aviaire.

Les feuilles boulangistes, pour donner un regain de popularité à l'ancien ministre de la guerre, prennent à part M. Florens, qu'elles représentent comme n'ayant dû qu'à MM. Goblet et Boulanger la solution de l'affaire Schœnbéle. C'est-à-dire, la lettre du commissaire allemand Gantsch découverte par le préfet Schœnber dans les papiers de M. Schœnbéle et remise à M. Florens par M. Goblet, en même temps que le général Boulanger offrait sa démission si l'on résolvait le conflit sur un autre terrain que le terrain international. Je crois devoir constater, à cette occasion, que le public ne prend, ici, aucun intérêt à cette campagne rétrospective.

Les feuilles boulangistes prennent, au surplus, bien mal leur moment pour ramener l'attention sur l'ancien ministre de la guerre. Il circule, en effet, à propos du déficit du cercle militaire, une singulière histoire d'achat de mobiliers qui fait peu d'honneur au jugement général de Boulanger si l'on se rappelle l'acquisition pour le cercle militaire du splendide hôtel au prix de 400,000 fr.

alors que quelques jours avant, le Grand Hôtel restait à acheter ce même mobilier au prix de 200,000 fr.

Le parti Gladstonien a repris, ces jours-ci, la discussion de la loi de finances anglaise. Lord Spencer, M. John Morley, sir William Harcourt, sir George Trevelyan, ont prononcé d'abondants et éloquents discours en réponse à ceux de Lord Hartington et de M. Chamberlain. Mais tous ont été d'accord sur un point, c'est que la situation est grave. Les manifestations qui s'y produisent auront plus d'influence que tous les discours de la monde sur la marche future des événements.

La Bourse a été lourde et le 30/0 a coté 81.97, en baisse de 7 centimes. Cette faiblesse est la conséquence des impressions déterminées par la proposition d'enquête. Les Bourses étrangères sont également lourdes. C'est ainsi qu'à Londres la reprise des primes qui s'est faite à 82.05, au profit des vendeurs.

« C'est là de pur machiavélisme », ajoute M. L.-V. Meunier. En effet, il s'agit d'un homme qui se livre à la droite, tout compte fait, ne préférerait pas le refus de l'enquête à l'enquête elle-même ? C'est pour le coup qu'il a été barré sur les républicains au renouvellement sénatorial. Ainsi répété, il ne faut pas se laisser aller à une simple question de victoire.

« J'aperçois bien encore dans le langage des organes de l'Union des gauches, comme le *Voltaire* et le *Petit National*, des symptômes de réaction. Quoiqu'il en soit, les républicains, tout le monde en partage pas, sur la question, l'avis de M. Jules Ferry et de la République française. Aussi je ne crains pas de conclure, sans crainte d'être démenti par l'événement, que la réunion de jeudi ne fera que constater que l'on a de plus en plus de divisions du parti républicain et que, somme toute, ce seront les droites qui feront pencher la balance du côté où elles se porteront. Dans ces conditions, il est nécessaire d'ajouter que ce résultat est tout au profit de la République.

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

« Si l'on veut que le parti républicain ait un jour le monde en son pouvoir, il faut qu'il se réunisse. »

main, alas, pour Vorich, la fête des Morts, cette fête où l'on se souvient une fois par an, n'est-elle pas la sienne ?

G. GLANVY.

NOUVELLES DU JOUR

L'impression produite au Vatican par le discours de M. Crispi

Nous lisons dans le *Moniteur de Rome* : « On nous assure que les attaques de M. Crispi contre le Vatican ont produit l'impression la plus pénible dans le monde diplomatique. On ne comprend pas que le président du Conseil tienne un langage si impertinent, si offensant pour la dignité d'un souverain. »

Les trésoriers généraux devenus les clients de M. Wilson

On lit dans *Paris* : « Tous ceux dont les noms suivent, entrés en concurrence déloyale faite aux grandes imprimeries françaises, ont quitté les maisons où ils se fournissaient et ont fait se déclarer par mandats satisfaits, pour l'imprimerie de M. Wilson. »

« M. de Crépy, trésorier-payeur général de l'Orne. » « Brun, trésorier-payeur général de Maine-et-Loire. » « De Combarieu, trésorier-payeur général de la Meuse. » « Gossou, trésorier-payeur général du Doubs. » « N... Le trésorier-payeur général de Lot-et-Garonne. » « Grélier, trésorier-payeur général du Calvados. » « Gassou, trésorier-payeur général de la Côte-d'Or. » « Gahert, trésorier-payeur général de la Mayenne. » « Froidland, trésorier-payeur général de la Charente-Inférieure. » « Gravier, trésorier-payeur général de l'Aisne. » « Dumontel, trésorier-payeur général de la Haute-Vienne. » « Couillier, trésorier-payeur général de la Vendée. » « Picaud, trésorier-payeur général du Nord. » « De Potter, trésorier-payeur général des Bouches-du-Rhône. » « Chartron, trésorier-payeur général de la Loire-Inférieure. » « Brun-Prelon, trésorier-payeur général de la Vienne. » « Renouard, trésorier-payeur général des Basses-Pyrénées. » « Poulin, trésorier-payeur général d'Ille-et-Vilaine. » « Fontaine, trésorier-payeur général des Côtes-du-Nord. » « De Grandcolas-Meslé, trésorier-payeur général de la Manche. »

Et les receveurs particuliers de :

« Argentan, Dôle, » « Arles, Millau, » « Autun, Mantes, » « Brest, Redon, » « Clermont, Ribera, » « Chateaulin, Fougny, » « Coutans, Samur, » « Châtillon-s-Seine, Sables-d'Olonne, » « Issel, Yalogue, » « Bionnaz, » « Saint-Omer, Saint-Pol. »

La commission de la taxe sur les étrangers Paris, 31 octobre. — La commission de la taxe de séjour sur les étrangers a entendu son rapporteur, M. Pradon, qui a fait un exposé des motifs arrêtés en France et en Suisse pour les colporteurs et les artistes forains.

La commission a entendu ensuite lecture d'une lettre de M. Florens, par laquelle le ministre des affaires étrangères déclare ne pouvoir accepter la proposition de M. Steenackers.

M. Steenackers a, on s'en souvient, proposé de frapper tous ceux qui occupent des étrangers : 1. D'une taxe de 10 centimes par jour en cas de home, ceux qui emploient des journaliers.

2. D'une taxe mensuelle, tous ceux qui emploient des domestiques, des employés et des commis voyageurs, à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

La neutralisation du canal de Suez Paris, 31 octobre. — Le ministre des affaires étrangères prépare, en ce moment, une circulaire qui adressera aux puissances à l'occasion de la récente convention franco-anglaise sur le canal de Suez.

On n'a pas encore décidé si la France et l'Angleterre enverront une circulaire commune ou si chaque puissance expédiera la sienne.

Un naufrage New-York, 31 octobre. — Le vapeur *Vernon* a fait naufrage sur le lac Michigan.

On crant que l'équipage, composé de 22 hommes et de plusieurs passagers, n'ait péri.

Le canal de Nicaragua New-York, les novembre. — Une Commission d'ingénieurs partira à la fin de ce mois pour tracer le canal de Nicaragua. Les travaux seraient terminés dans le délai de six ans.

O'Brien en prison Paris, 2 novembre. — M. O'Brien a refusé de revêtir l'uniforme des prisonniers et de travailler manuellement comme les autres détenus.

Le parti nihiliste Paris, 2 novembre. — Une dépêche adressée de St-Petersbourg au *Daily-News* constate l'aggravation des bruits relatifs à une prétendue réorganisation de sociétés nihilistes; quelques individus ressemblant arrêtés ne formeraient qu'un groupe isolé.

Le cabinet balaise Paris, 2 novembre. — Les radicaux continuent à annoncer que le cabinet sera forcément renversé. Les opportunistes maintiennent que rien n'est moins sûr.

La conversion Paris, 2 novembre. — L'incertitude régnait toujours au sujet des prévisions du vote de demain sur la conversion.

DERNIÈRES NOUVELLES RÉGIONALES LILLE

Congrès opportuno-radical. — Aujourd'hui, à deux heures et demie, s'est tenu, dans la salle du Conservatoire de Lille, le Congrès opportuno-radical, dans lequel ont été choisis définitivement les deux candidats de la gauche, à la double élection législative du Nord du 27 novembre.

M. Testelin président. L'Assemblée se composait de 150 personnes environ parmi lesquelles M. Girard, sénateur, un certain nombre de conseillers généraux et de conseillers d'arrondissement de gauche et les délégués de chaque canton.

Après une vive discussion provoquée par le programme radical qui voulait imposer la candidature de M. de Carpentier, conseiller général de Valenciennes, l'Assemblée opportuniste qui prédominait dans l'assemblée a fait désigner ses deux candidats.

Ce sont : MM. Pierre Legrand et Maxime Leconte. Le soir de M. de Carpentier n'a réuni que huit voix de M. Dupasse, sept de M. Evard Eliez, trois de M. de Carpentier, et deux de leur échec. A la sortie, M. de Carpentier et ses amis semblaient fort montés et discutaient avec animation.

BOURSE DE PARIS

du mercredi 2 novembre

(par voie télégraphique et par FIL SPÉCIAL)

Table with columns: Cours précé., VALEURS, Cours d'ouv., Cours de 2 h., Cours de clôt. Rows include Fonds d'Etat, Sociétés de Crédit, Sociétés diverses, Obligat. For. et Fr., and various bonds.

Obligat. des Villes

Table with columns: Cours précé., VALEURS, Cours d'ouv., Cours de 2 h., Cours de clôt. Rows include various municipal bonds.

Obligations div.

Table with columns: Cours précé., VALEURS, Cours d'ouv., Cours de 2 h., Cours de clôt. Rows include various corporate bonds.

BOURSE DE LILLE

du mercredi 2 novembre

(par fil téléphonique spécial)

Table with columns: VALEURS, Cours précé., Cours de clôt. Rows include various regional securities.

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

du 2 Novembre 1887

Table with columns: Cours précé., VALEURS, Cours du jour. Rows include various market data.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

(De nos correspondants particuliers) et par FIL SPÉCIAL

La droite. — Son attitude On lit dans les *Gaulois*: « Plusieurs députés très en vue des différents groupes de la droite se sont réunis hier matin, et il a été décidé qu'une décision ne serait prise par la droite, au sujet des affaires pendantes devant le Parlement, avant que les intentions des groupes de la gauche fussent connues. »

A Madagascar — La question de l'exécutif

— Nouvelle anglaise Londres, 2 novembre. — On télégraphie de Tananarive le 19 octobre au *Times* de ce matin : « Le premier ministre vient de remporter une victoire diplomatique dans la question de l'exécutif. »

Une révolte dans un hôpital de Naples

Naples, 2 novembre. — Une révolte terrible a éclaté à l'hôpital de Santa-Maria, occupé par plusieurs centaines de femmes atteintes de maladies spéciales. Elles ont commencé par chasser du couvent les infirmières, puis les religieuses, les religieuses à se retirer au bureau de police.

Grève à Saint-Denis. — Deux coups de revolver. — Mesures d'ordre

Les ouvriers de la fabrique de produits chimiques Maltra, rue des Poissonniers, à Saint-Denis, se sont mis en grève. Les motifs de cette grève paraissent, quant à présent, assez obscurs.

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers) et par FIL SPÉCIAL

Le successeur de M. Bihourd Paris, 2 novembre. — Une note officieuse dit que M. Berger n'est nullement désigné en remplacement de M. Bihourd; la question sera décidée demain au Conseil des ministres.